

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions**  
**- TPSGC**

11 Laurier St. / 11 rue Laurier  
Place du Portage, Phase III  
Core 0A1/Noyau 0A1  
Gatineau, Québec K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776

**Revision to a Request for a Standing Offer**

**Révision à une demande d'offre à commandes**

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Consultant Services Division/Division des services  
d'experts-conseils  
11 Laurier St./11 Rue Laurier  
3C2, Place du Portage  
Phase III  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> M&E Industrial Engineering		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EP168-130476/A		<b>Date</b> 2013-07-24
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EP168-130476		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 003
<b>File No. - N° de dossier</b> fe115.EP168-130476	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$FE-115-62909		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b>		2013-06-14
<b>Date de la demande de l'offre à commandes originale</b>		
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-07-30</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Bennett, Adrian		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> fe115
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-1793 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-3160
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> NATIONAL CAPITAL AREA		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Acknowledgement copy required</b>	<b>Yes - Oui</b>	<b>No - Non</b>
<b>Accusé de réception requis</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

**The English text follows the French.**

**La présente modification fera partie des documents contractuels.**

Dans la section **TABLE DES MATIÈRES**,

INSÉRER :

**IP 3 PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI -  
ATTESTATION**

Dans la section **INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX PROPOSANTS (IP)**,

INSÉRER :

**IP 3 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée »

(<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/index.shtml>) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'expert-conseil ou tout membre de la coentreprise si l'expert-conseil est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (voir l'annexe A - Formulaire de déclaration/d'attestations) remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si le soumissionnaire est une coentreprise, le soumissionnaire doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi remplie pour chaque membre de la coentreprise.

Dans la section **Formulaire de déclaration / d'attestations**,

SUPPRIMER :

Toute la section **Programme de contrats fédéraux (PCF) - Attestation**

INSÉRER :

**Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation**

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou pourra mettre de côté une offre à commandes ou déclarera un expert-conseil en situation de manquement, si une attestation est jugée fautive, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, pendant la durée de l'offre à commandes ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou sera considéré comme un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada - Travail.

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ( ) A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ( ) A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ( ) A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ( ) A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ( ) A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec HRDCC - Travail.

**OU**

- ( ) A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à RHDCC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'émission d'une offre à commandes, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à RHDCC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ( ) B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

**OU**

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP168-130476/A

Amd. No. - N° de la modif.

003

Buyer ID - Id de l'acheteur

fe115

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EP168-130476

File No. - N° du dossier

fe115EP168-130476

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

- ( ) B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi. (Consultez l'article sur les coentreprises des Instructions générales aux proposants.)

---

**This amendment will form part of the contract documents.**

At the **TABLE OF CONTENTS**:

INSERT:

**SI 3 FEDERAL CONTRACTORS PROGRAM FOR EMPLOYMENT EQUITY - CERTIFICATION**

At **SUPPLEMENTARY INSTRUCTIONS TO PROPONENTS (SI)**:

INSERT:

**SI 3 FEDERAL CONTRACTORS PROGRAM FOR EMPLOYMENT EQUITY - CERTIFICATION**

By submitting a proposal, the Proponent certifies that the Proponent, and any of the Proponent's members if the Proponent is a Joint Venture, is not named on the Federal Contractors Program (FCP) for employment equity "FCP Limited Eligibility to Bid" list (<http://www.hrsdc.gc.ca/eng/labour/index.shtml>) available from HRSDC-Labour's website.

Canada will have the right to declare a proposal non-responsive, or to set-aside a Standing Offer, if the Proponent, or any member of the Proponent if the Proponent is a Joint Venture, appears on the "FCP Limited Eligibility to Bid" list at the time of issuing of a Standing Offer or during the period of the Standing Offer.

Canada will also have the right to terminate the Call-up for default if a Consultant, or any member of the Consultant if the Consultant is a Joint Venture, appears on the "FCP Limited Eligibility to Bid" list during the period of the contract.

The Proponent must provide the Contracting Authority with a completed Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification (see Appendix A - Declaration/Certifications Form), before the issuance of a Standing Offer. If the Proponent is a Joint Venture, the Proponent must provide the Contracting Authority with a completed Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification, for each member of the Joint Venture.

At the **Declaration / Certifications Form**:

DELETE:

**Federal Contractors Program (FCP) - Certification** in it's entirety.

INSERT:

**Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification**

I, the Proponent, by submitting the present information to the Contracting Authority, certify that the information provided is true as of the date indicated below. The certifications provided to Canada are subject to verification at all times. I understand that Canada will declare a proposal non-responsive, or may set-aside a Standing Offer, or will declare a consultant in default, if a certification is found to be untrue, whether during the proposal evaluation period, during the Standing Offer period, or during the contract period. Canada will have the right to ask for additional information to verify the Proponent's certifications. Failure to comply with such request by Canada will also render the proposal

non-responsive, may result in the Standing Offer set-aside, or will constitute a default under the contract.

For further information on the Federal Contractors Program for Employment Equity visit [HRSDC-Labour's website](#).

Date: \_\_\_\_\_ (YY/MM/DD) (If left blank, the date will be deemed to be the RFSO closing date.)

Complete both A and B.

A. Check one of the following:

- A1. The Proponent certifies having no work force in Canada.
- A2. The Proponent certifies being a public sector employer.
- A3. The Proponent certifies being a federally regulated employer being subject to the *Employment Equity Act*.
- A4. The Proponent certifies having a combined work force in Canada of less than 100 employees (combined work force includes: permanent full-time, permanent part-time and temporary employees [temporary employees only includes those who have worked 12 weeks or more during a calendar year and who are not full-time students]).
- A5. The Proponent certifies having a combined workforce in Canada of 100 or more employees; and
- A5.1. The Proponent certifies already having a valid and current Agreement to Implement Employment Equity (AIEE) in place with HRSDC-Labour.

**OR**

- A5.2. The Proponent certifies having submitted the Agreement to Implement Employment Equity (LAB1168) to HRSDC-Labour. As this is a condition to issuance of a standing offer, proceed to completing the form Agreement to Implement Employment Equity (LAB1168), duly signing it, and transmit it to HRSDC-Labour.

B. Check only one of the following:

- B1. The Proponent is not a Joint Venture.

**OR**

- B2. The Proponent is a Joint venture and each member of the Joint Venture must provide the Contracting Authority with a completed Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification. (Refer to the Joint Venture section of the General Instructions to Proponents)